

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL OEUF D ARMOR

SQUIVIT
22300 Rospez

Références : [VD/2024/12/19/01](#)
Code AIOT : 0052216305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement SARL OEUF D ARMOR implanté SQUIVIT 22300 Rospez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL OEUF D ARMOR
- SQUIVIT 22300 Rospez
- Code AIOT : 0052216305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral en date du 13 décembre 2019, pour une capacité de 89 793 emplacements de poules pondeuses, réparties en 80 000 poules pondeuses en volières et 9 793 poules pondeuses plein-air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs	Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	animaux ou de la production d'azote du dossier		
2	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
6	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
7	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
8	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 3.4	Sans objet
9	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrôle des installations électriques à réaliser.

La SARL Oeuf d'Armor exploite par ailleurs un élevage avicole soumis au régime de la déclaration sur la commune de RUCA. Cette installation n'étant pas soumise au plan de contrôle, elle n'a pas été inspectée. Pour cette raison, les aspects Directive Nitrates (plafond d'épandage et fertilisation) n'ont pas été inspectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 1.1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : La SCEA OEUF D'ARMOR, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit Squivit sur la commune de Rospez, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à cette adresse, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 89793 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 38454 uN/an ainsi qu'une fabrique d'engrais et de support de culture dont la capacité moyenne de production est de 2,9 tonnes/jour.
Constats : Conforme : Mise en place de 84 800 poules pondeuses. Vigilance toutefois à la répartition des effectifs, notamment pour le poulailler plein-air.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tenue du registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Dératisation : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâti-

<p>ments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Extincteurs conformes. Mise en place d'une poche souple dans le cadre des moyens de lutte externe contre l'incendie : conforme. Lors de l'inspection, il a toutefois été demandé à l'exploitant de faire réceptionner la réserve d'eau par les services du SDIS. Post inspection, par retour de mail de l'exploitant, il apparaît que le SDIS identifie des non-conformités lors de la vérification du Point d'Eau Incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le procès verbal de reconnaissance opérationnelle du point d'eau incendie devra être transmis au service d'inspection après la mise en conformité de l'ouvrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
Constats :

Non Conforme : Le dernier contrôle des installations électriques date de mars 2023. Cette non-conformité ne s'apparente pas à une négligence manifeste de l'exploitant, puisque le prestataire chargé du contrôle des installations électriques avait pour habitude de passer annuellement. Contacté par téléphone par M. SALLIOU le jour de l'inspection, le prestataire a reconnu qu'il y avait eu une erreur de sa part.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Conforme. Attention toutefois aux références de rejet prises en compte pour la déclaration. Le mode d'élevage en volières s'apparente à un mode d'élevage en cage avec séchage ou pré-séchage des fientes et non à un mode d'élevage au sol pour lequel les fientes restent toute la durée du lot sous les animaux. Il est à noter que les effectifs de poules pondeuses plein air renseignés dans la déclaration des flux d'azote sont nettement supérieurs aux effectifs plein air exploités par la SARL. M. SALLIOU a indiqué que suite à la liquidation judiciaire de l'EARL Ferme Avicole de Kerfur, l'élevage avicole de cette exploitation avait été repris et exploité par la SARL Oeuf d'Armor le temps de la procédure judiciaire et que dorénavant c'était la SCEA Kerfur qui l'exploitait, pour lequel un changement d'exploitant est attendu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un

<p>moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Équarrissage : Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2019, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Les bons d'enlèvements ont été transmis post-inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Forages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Protection de l'ouvrage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément de l'arrêté du 11/09/2023 modifié : une zone de protection clôturée de 5 m x 5 m est établie autour de la buse. Elle est exempte de toute source de pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Le forage est situé sous une zone enrobée. Un marquage au sol est présent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendrait d'établir un périmètre de protection autour de la tête du forage, en complément de la matérialisation de celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>